



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MARNE

Direction départementale des territoires de la Marne
Service Environnement
Eau, Préservation des Ressources
Cellule Procédures Environnementales

ARRETE DE MISE EN DEMEURE (Société SME à EPERNAY)

Le Préfet de la région Champagne Ardenne,
Préfet du département de la Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

INSTALLATIONS CLASSEES AP N° 2013- MD-27-IC

Vu :

- le code de l'environnement,
- l'arrêté préfectoral n° 96-A-10-IC du 20 février 1996, autorisant la société SME dont le siège social est situé ZI de l'île Belon à EPERNAY (51), à exploiter ses installations de cette même adresse,
- le rapport de l'inspection des installations classées du 25/02/2013,

Considérant :

- que les résultats en 2013, 2012 et 2011 des analyses des eaux pluviales en sortie du séparateur d'hydrocarbures révèlent des dépassements systématiques ou réguliers des valeurs limites par rapport à celles fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 février 1996,
- que l'exploitant a lancé une étude en juin 2012 pour mettre en place un système permettant le respect des valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 février 1996 sans que les préconisations qui en sont issues n'aient été mises en oeuvre,

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de la MARNE

ARRETE :

Article 1er :

La société SME, située ZI de l'île Belon à EPERNAY (51), est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 96-A-10-IC du 20 février 1996 :

- article 5.6 – Valeurs limites de rejet :

Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel doivent respecter les valeurs limites suivantes :

- matières en suspension : 70 mg/l
- DBO5 (sur effluent non décanté) : 100 mg/l
- DCO (sur effluent non décanté) : 300 mg/l
- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l
- Métaux totaux : 15 mg/l
-

Le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5.

Les effluents devront être exempts de matières flottantes.

Article 2 :

L'exploitant est tenu, **sous 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions de l'article 5.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 96-A-10-IC du 20 février 1996.

Article 3 : Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, si, à l'expiration des délais fixés pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut:

- obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser ;
- faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;
- suspendre par arrêté le fonctionnement de l'installation, jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires.

Article 4 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés

Article 5 :

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée
- par les tiers personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 6 :

Monsieur le Maire d' EPERNAY procédera à l'affichage en mairie du présent arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une ampliation sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Article 7 :

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le Directeur départemental des territoires de la Marne, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne Ardenne et l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à Monsieur le Sous Préfet d' EPERNAY, à la direction de l'ARS Champagne-Ardenne, à la DDT – service urbanisme habitat, au service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, au service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'à M. le Maire d' EPERNAY, qui en donnera communication à son conseil municipal.

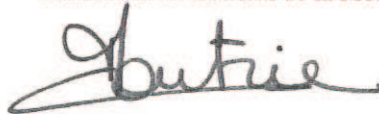
Le présent arrêté sera notifié à la société SME – ZI de l'Ile BELON - 51201 – EPERNAY cédex, sous pli recommandé.

Châlons en Champagne, le

15-03-2013

Pour le préfet,

Le Secrétaire Général de la Préfecture



Francis SOUTRIC

